

REPUBLIOUE FRANCAISE

Arrondissement de Meaux Canton de Meaux-Sud

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIO DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE MAREUIL-LES-MEAUX - 77 100

Envoyé en préfecture le 22/04/2025

Recu en préfecture le 22/04/2025

Publié le



08 / 04-20 ID: 077-217702760-20250409-DEL08_25-DE

NOME	BRE DE MEI	MBRES
Afférents au conseil administration	En exercice	Qui ont pris par à la déclaration
23	23	23
Dat	te de convoca 02/04/2025	2.75(2.53)
D	ate d'afficha	ge

02/04/2025

L'an deux mil vingt-cinq, le neuf avril à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel des séances, sous la Présidence de Madame Émilie SURAY, Maire.

Présents: 21

Mesdames Émilie SURAY, Marie-Christine OPILLARD, Sandrine VATELER, Émilie LAMOUR, Jocelyne TOKPAN, Valérie TARGOSZ, Jocelyne NIVOIX, Nadège VELLEINE, Stella TARAVELLA, Muriel DETABLE et Aléna BARLE

Messieurs François CHARRITAT, Bruno ASCENSIO, Christophe BOISSON, Dominique LOUANDRE, Dominique MERET, Patrick BISSON, Bernard LAURENT, Christophe LOIR, Gilbert DEN BEKKER et Pascal MACHU

Absent(s) excuse(s): 02

Madame RUBAL donne pouvoir à Madame SURAY Monsieur NEROT donne pouvoir à Monsieur ASCENSIO

Absent(s): 00

A été nommé secrétaire de séance : Madame Valérie TARGOSZ

Rapporteur: Patrick BISSON

OBJET: CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - SDESM BORNES PUBLIQUES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-17 et L.2224-37.

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2022/DRCL/BLI/n°5 du 03 février 2022 portant modifications des statuts du syndicat départemental des énergies de Seine et Marne,

Vu les articles 3.1 et 3.2 des statuts du Syndicat Départemental des Énergies de Seine et Marne (SDESM),

Vu la Convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation, l'exploitation et l'entretien d'une borne publique de recharge pour véhicules électriques,

Considérant que la commune de Mareuil-Lès-Meaux est adhérente au SDESM,

Considérant que les statuts du SDESM disposent de l'exercice de la compétence Infrastructure de recharge pour véhicule électrique pour le compte des membres lui ayant délégué cette compétence,

Considérant l'expertise du SDESM dans ce domaine, ainsi que ses moyens humains et techniques,

Considérant que la commune a transférée sa compétence Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE) auprès du SDESM délibération du 13 février 20214 n°20140204 et la délibération du 18 septembre 2024 n°2024-09-036

Considérant que la commune de Mareuil-Lès-Meaux dispose déjà d'infrastructure de recharge pour véhicules électriques et souhaite disposer d'infrastructures complémentaires,

Considérant que le SDESM propose à la commune de Mareuil-Lès-Meaux de disposer de deux infrastructures complémentaires dans le cadre de son programme de déploiement,

Entendu l'exposé de Patrick BISSON,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- APPROUVE le déploiement des infrastructures des bornes de recharges proposées par le SDESM et les emplacements désignés en annexe de la convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation, l'exploitation et l'entretien d'une borne publique de recharge pour véhicules électriques.
- APPROUVE les conditions techniques, administratives et financières de la convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation, l'exploitation et l'entretien d'une borne publique de recharge pour véhicules électriques.
- AUTORISE Madame le Maire à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation, l'exploitation et l'entretien d'une borne publique de recharge pour véhicules électriques.

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Le secrétaire.



Madame le Maire

certifie le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de l'obtention de ce caractère exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr